



INSTITUTION ADOUR

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 17 juillet 2024
(Convocation du 09 juillet 2024)

Aujourd'hui, le 17 juillet 2024 à 15h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sur le site d'Agrolandes à Haut-Mauco, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	8 8
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	6 6
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	6 6	
Contre <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	
Abstention <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Thierry Carrère, M. Paul Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

M. Gérard Castet, M. Bernard Poublan

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Conventions - Direction générale des services techniques - Convention de mise à disposition de locaux administratifs par le SIGOM au bénéfice de l'Institution Adour

Exposé des motifs :

Dans le cadre d'une convention de partenariat technique et financier établie entre le syndicat mixte des gaves d'Oloron et de Mauléon et de leurs affluents (SIGOM), le syndicat mixte des gaves Oloron, Aspe, Ossau et leurs affluents, la communauté de communes de la Vallée d'Ossau, les Départements des Pyrénées-Atlantiques et des Landes et l'Institution Adour, cette dernière porte l'animation du programme d'études préalable au PAPI gave d'Oloron.

Afin de permettre une localisation administrative de proximité pour l'animateur en charge de la démarche, l'Institution Adour a sollicité auprès du SIGOM la mise à disposition d'un local à usage de bureau. Le SIGOM, propriétaire des locaux qui accueillent ses services administratifs et techniques, dispose d'un local de bureau non occupé et est favorable à sa mise à disposition au bénéfice de l'Institution Adour.

Considérant que le SIGOM est propriétaire de locaux qu'il souhaite mettre à disposition de l'EPTB dans le cadre de ses activités,
Considérant le projet de convention afférent tel qu'annexé au présent rapport,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les termes du projet de convention d'occupation temporaire de locaux à intervenir entre le SIGOM et l'Institution Adour relatif à la mise à disposition d'un bureau par le SIGOM au bénéfice de l'Institution Adour, tel qu'annexé,
- d'autoriser le président à signer la convention,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 17 juillet 2024 à Haut-Mauco,

Le Président,
Paul CARRÈRE

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240717-240717H2103H1-DE



CONVENTION

Occupation temporaire de locaux

PRO

**Entre :**

Le syndicat mixte des gaves d'Oloron et de Mauléon et de leurs affluents, domicilié au 7 rue de la Station - 64130 Mauléon-Licharre, représenté par son président, Bernard Lougarot, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : le propriétaire ou le SIGOM

Et :

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°2024_B_56 en date du 17 juillet 2024, ci-après dénommée : l'occupant ou l'EPTB

Le SIGOM et l'EPTB étant ci-après désignés collectivement par « Parties » et individuellement par « Partie ».

Préambule

Dans le cadre d'une convention de partenariat technique et financier établie entre le SIGOM, le syndicat mixte des gaves Oloron, Aspe, Ossau et leurs affluents, la communauté de communes de la Vallée d'Ossau, les Départements de Pyrénées-Atlantiques et des Landes et l'Institution Adour, cette dernière porte l'animation du programme d'études préalable au PAPI gave d'Oloron.

Afin de permettre une localisation administrative de proximité pour l'animateur en charge de la démarche, l'Institution Adour a sollicité auprès du SIGOM la mise à disposition d'un local à usage de bureau. Le SIGOM, propriétaire des locaux qui accueillent ses services administratifs et techniques, dispose d'un local de bureau non occupé et est favorable à sa mise à disposition au bénéfice de l'Institution Adour.

Vu la délibération n°2024_B_56 en date du 17 juillet 2024 de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu la délibération n°XX en date du jj mmmm aaaa du SIGOM approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Considérant que le SIGOM est propriétaire de locaux qu'il souhaite mettre à disposition de l'EPTB dans le cadre de ses activités,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIV**Article 1. Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé à occuper à titre précaire et révocable, les emplacements définis à l'article 2 afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions ci-après désignées.

Il est précisé que, d'un commun accord entre les Parties, dans l'hypothèse où le propriétaire aurait à recouvrer en totalité cette partie de son domaine privé pour des raisons qui lui sont propres, ce dernier sera tenu de respecter un préavis de 3 mois, notifié à l'occupant par lettre recommandée avec accusé de réception.



Article 2. Mise à disposition

L'occupant est autorisé à occuper les lieux suivants : bureau N° 3 situé au rez-de-chaussée du bâtiment sis 7 rue de la Station à Mauléon-Licharre, pour une surface totale de 12,60 m² représenté sur le plan porté en annexe 1 de la présente convention.

Dans le cadre de cette mise à disposition, l'occupant est autorisé à accéder aux services listés en annexe 2 de la présente convention.

Article 3. Destination des lieux mis à disposition

L'occupant ne pourra affecter les lieux à une destination autre que celle prévue dans ses propres statuts.

L'occupant est tenu d'occuper personnellement le local sus-désigné et ne peut, sans autorisation expresse du propriétaire, en faire un autre usage que celui exprimé ci-dessus.

Article 4. État des lieux

L'occupant reconnaît par avance que le local mis à disposition se trouve en bon état de réparation, de propreté et d'entretien. L'occupant devra laisser le lieu en bon état de conservation et de propreté.

Le local désigné à l'article 2 est mis à disposition vide de mobilier.

Lors de la mise à disposition et à la sortie des lieux, un état des lieux sera établi contradictoirement entre le propriétaire et l'occupant. Ce document devra être joint en annexe 3.

Article 5. Sécurité-incendie - Règlement intérieur

L'occupant sera tenu de respecter les consignes de sécurité-incendie, et reconnaît par avance qu'elles lui ont été transmises préalablement à la signature de la présente. L'occupant sera par ailleurs tenu de respecter et de faire respecter à ses usagers le règlement intérieur du SIGOM- volet hygiène et sécurité, affiché dans ses locaux.

L'occupant sera tenu de respecter et de faire respecter par ses usagers les règles d'utilisation des lieux mis à disposition.

Toute question relative au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique devra obligatoirement être traitée avec le propriétaire qui se réservera le droit de saisir si nécessaire la commission de sécurité compétente.

Article 6. Responsabilité - Assurance

L'occupant est tenu de souscrire, une assurance dommage aux biens - responsabilité civile couvrant l'intégralité des risques susceptibles de survenir durant le temps de son occupation (cf. article 7).

L'occupant aura ainsi l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuelles pouvant survenir, de son fait ou des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestations et à tout tiers pouvant se trouver dans les lieux objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens, durant les créneaux horaires d'utilisation par l'occupant.

L'occupant et ses assureurs renoncent à exercer tout recours contre le propriétaire et ses assureurs en cas de dommages survenant aux biens de l'occupant, de son personnel, et de toute personne agissant pour son compte et se trouvant dans les lieux objet des présentes durant les créneaux horaires d'utilisation. L'assurance risques locatifs de l'occupant comportera cette clause de renonciation à recours.



Notamment, le propriétaire décline toute responsabilité en cas d'interruption dans les services des installations de l'immeuble (eau, gaz, électricité, et tous autres services) provenant soit du propriétaire, soit du service concessionnaire, soit de travaux, accidents, réparations, et généralement de tous autres cas y compris la force majeure.

À cet effet, l'occupant s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant l'intégralité des risques sus-désignés. L'occupant demeurera par ailleurs gardien du matériel qu'il serait amené à entreposer dans les lieux mis à disposition.

Les salariés de l'occupant restent placés sous l'autorité de l'occupant qui continue d'assumer envers eux ses obligations de rémunérations, ses obligations sociales, fiscales, la couverture en matière d'accidents du travail, de maladies professionnelles, ses prérogatives administratives de gestion, ainsi que la responsabilité civile concernant les actes des salariés placés sous son autorité. Au cas où les salariés de l'occupant seraient victimes d'un accident de travail ou de trajet au cours de leur présence dans les locaux du SIGOM, ce dernier s'engage à faire parvenir à l'occupant, dans le délai requis et par lettre recommandée, tous les éléments nécessaires à l'établissement, par l'occupant, de la déclaration de l'accident auprès des organismes compétents.

Article 7. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter du 1^{er} septembre 2024 et s'achèvera au 31 décembre 2026.

La convention pourra être prolongée par voie d'avenant signé par les représentants dûment habilités par les Parties.

Article 8. Modalités financières

8.1. Montant

Le montant de la mise à disposition est fixé à : 846,59 € HT (70,55 € HT par mois), soit 12,6 m² x 67,19 euros/m² - montant fixe annuel hors taxes, augmenté de la TVA en vigueur le jour de la facturation.

Cette indemnité d'occupation comprend l'utilisation des services mentionnés à l'annexe 2.

Il est d'ores et déjà admis entre les Parties, que la redevance pourra être réévaluée chaque année par le SIGOM auquel cas le tarif sera indexé sur l'indice de référence des loyers du 3^{ème} trimestre de l'année N-1 publié par l'INSEE.

Cette réévaluation ne saurait excéder 10% du montant annuel de la redevance.

La redevance pourra également varier en cours d'exécution de la convention s'il apparaît qu'elle est manifestement sous-évaluée ou si la réalisation de travaux le justifie.

Le SIGOM notifiera à l'EPTB la réévaluation de la redevance par courrier simple.

En cas de retard dans le paiement de la redevance, les sommes restant dues sont majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

8.2. Paiement

Les redevances seront payables dès la signature de cette convention, sur présentation des factures établies par le SIGOM qui seront déposées de manière dématérialisée sur le portail ChorusPro.

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.



Article 9. Résiliation de la convention

La présente convention sera résiliée de plein droit dans le cas prévu à l'article 1 et en conformité avec les stipulations de celui-ci.

En cas d'inexécution ou manquement de l'occupant à l'une quelconque de ses obligations prévues à la présente convention, celle-ci sera résiliée par le propriétaire 15 jours après réception par l'occupant d'un courrier recommandé avec avis de réception le mettant en demeure d'y remédier resté sans suite.

Dans l'hypothèse où des sommes resteraient dues au propriétaire, ce dernier se réserve le droit d'en poursuivre le recouvrement.

L'occupant ne pourra prétendre à aucune indemnité ni dédommagement de quelque nature du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

La présente convention pourra également être résiliée à tout moment par anticipation à l'initiative de l'occupant, sous réserve de notification préalable par courrier recommandé avec accusé de réception au moins 3 mois avant la date de résiliation anticipée.

En cas de résiliation anticipée par l'occupant, le propriétaire ne pourra prétendre à aucune indemnité ni dédommagement de quelque nature que ce soit.

Article 10. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 11. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Article 12. Annexes

Annexe 1 : plan du rez-de-chaussée des locaux du SIGOM

Annexe 2 : liste des services compris dans la redevance

Annexe 3 : état des lieux d'entrée et de sortie

Fait en 2 exemplaires originaux.

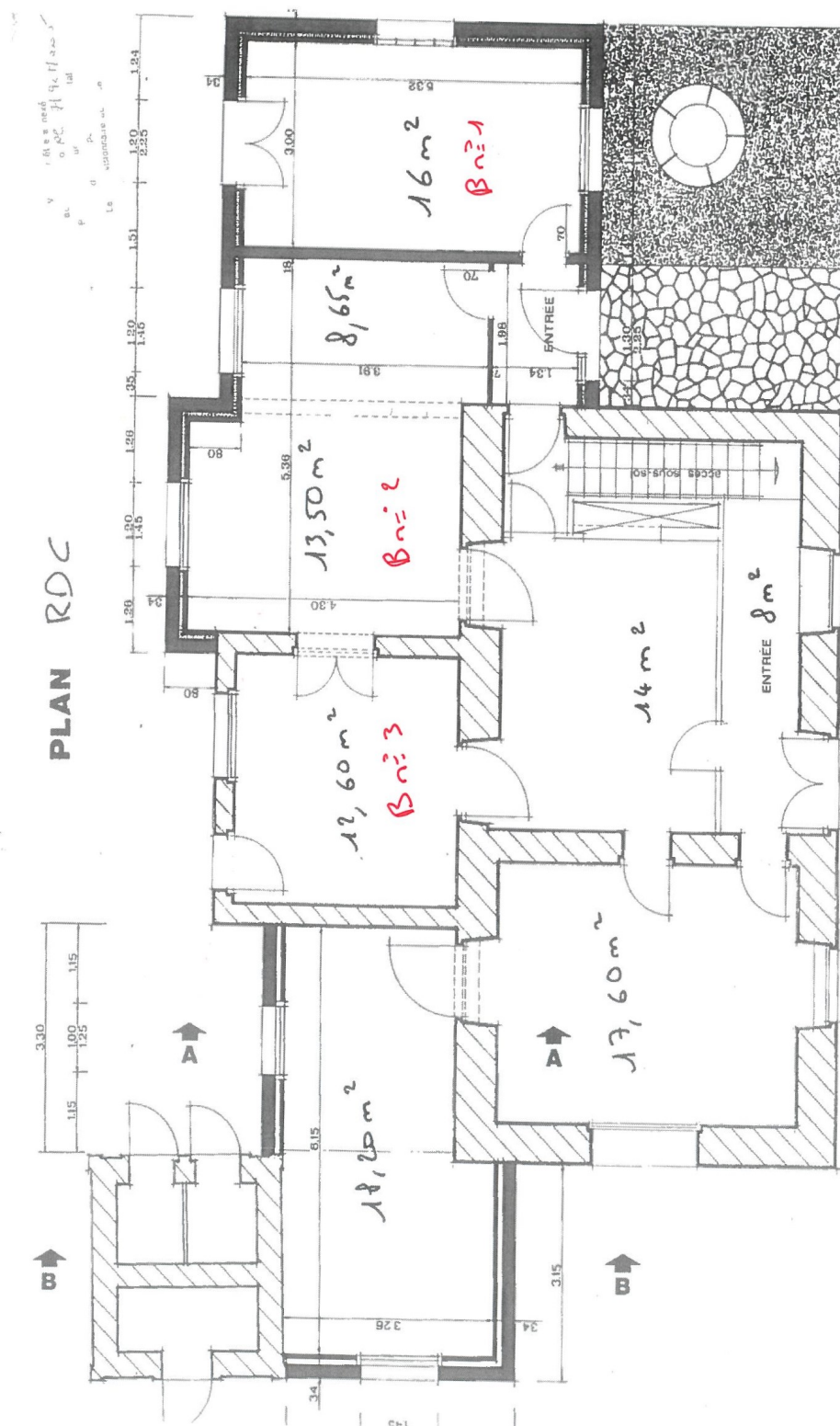
A Mauléon-Licharre, le

Bernard Lougarot
Président du SIGOM

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour



Annexe 1 : plan du rez-de-chaussée des locaux du SIGOM





Annexe 2 : liste des services compris dans la redevance annuelle

Numéro	Service
1	Bureau nu (ou Bureau meublé selon inventaire article 4)
2	Accès internet
3	Copieur noir et blanc et couleur (dans la limite de 2 000 impressions par an)
4	Fluides (eau, électricité, chauffage)
5	Ménage
6	Communs (toilettes, espace détente, ...)
7	Salle de réunion



Annexe 3 : états des lieux d'entrée et de sortie

Lieu : bureau n°3 des locaux du SIGOM sis 7 rue de la Station - 64130 Mauléon-Licharre

Plafond - (préciser la nature) - (préciser l'état)

Murs - (préciser la nature) - (préciser l'état)

Sol - (préciser la nature) - (préciser l'état)

Radiateur(s) - (préciser la nature et le nombre) - (préciser l'état)

Stores / volets (préciser la nature et le nombre) - (préciser l'état)

Porte - (préciser la nature) - (préciser l'état)

Prise de téléphone - (préciser la nature et le nombre) - (préciser l'état)

Prises réseau - (préciser la nature et le nombre) - (préciser l'état)

Prises électriques - (préciser la nature et le nombre) - (préciser l'état)

Interrupteurs - (préciser la nature et le nombre) - (préciser l'état)

Points lumineux - (préciser la nature et le nombre) - (préciser l'état)

Nombre de clefs remises :

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mauléon-Licharre, le

Le propriétaire des locaux ou son représentant, Nom/Prénom/Fonction

Recopier la mention manuscrite « lu et approuvé »

L'occupant ou son représentant, Nom/Prénom/Fonction

Recopier la mention manuscrite « lu et approuvé »